



Assemblée générale

Distr. générale
5 décembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Cinquième Commission

Points 134 et 76 a) de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2012-2013**

Les océans et le droit de la mer

Les océans et le droit de la mer

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/66/L.21

**État présenté par le Secrétaire général
conformément à l'article 153 du Règlement intérieur
de l'Assemblée générale**

I. Demandes formulées dans le projet de résolution

1. Aux termes des paragraphes 63 et 64 du projet de résolution A/66/L.21, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général :

a) De prendre en temps voulu les mesures nécessaires pour assurer le secrétariat de la Commission des limites du plateau continental et de ses sous-commissions pendant toute la période décidée par les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à leur vingt et unième réunion;

b) D'allouer à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du secrétariat les ressources nécessaires pour qu'elle puisse fournir à la Commission les services et l'assistance dont celle-ci a besoin compte tenu de l'augmentation du nombre de semaines pendant lesquelles elle se réunit, y compris en créant de nouveaux postes pour renforcer l'appui au Système d'information géographique (SIG) ainsi que l'appui administratif et juridique apporté par la Division à la Commission, selon le cas.

2. En outre, aux termes des paragraphes 36, 66, 168, 208, 231 et 245 du projet de résolution, l'Assemblée générale :



a) Prierait le Secrétaire général de convoquer à New York, du 4 au 11 juin 2012, la vingt-deuxième Réunion des États parties à la Convention et d'en assurer le service complet, y compris la documentation, selon que de besoin;

b) Approuverait la convocation par le Secrétaire général, à New York, du 19 mars au 27 avril 2012 et du 30 juillet au 10 août 2012 des vingt-neuvième et trentième sessions de la Commission, dont les séances plénières¹ seraient dotées de services de conférence complets, y compris la documentation, de même que les reprises de ces sessions que la Commission pourrait devoir convoquer, et prierait le Secrétaire général de faire tout son possible pour couvrir les dépenses correspondantes au moyen des ressources existantes, étant entendu que, durant les périodes de sa vingt-neuvième session allant du 19 mars au 5 avril et du 23 au 27 avril 2012, la Commission procéderait à l'examen technique des demandes dans les laboratoires du SIG et autres installations techniques de la Division;

c) Prierait le Secrétaire général, en référence au paragraphe 73 de la résolution 59/24, de convoquer des réunions du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, conformément au paragraphe 167 du projet de résolution A/66/L.21 et aux paragraphes 79 et 80 de la résolution 60/30, et, dans ce cadre, une réunion qui se tiendrait du 7 au 11 mai 2012 avec des services de conférence complets pour que le Groupe lui fasse des recommandations à sa soixante-septième session, ainsi que de tout faire pour assurer des services de conférence complets dans la limite des ressources disponibles;

d) Prierait le Secrétaire général de convoquer la troisième réunion du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelon mondial de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, du 23 au 27 avril 2012 afin que le premier cycle de la première évaluation mondiale intégrée puisse se dérouler et que des recommandations puissent être présentées à la soixante-septième session de l'Assemblée générale;

e) Prierait le Secrétaire général de convoquer la treizième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer à New York du 29 mai au 1^{er} juin 2012, conformément aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 54/33, de prévoir les services nécessaires à son bon déroulement et de veiller à ce que la Division lui fournisse un appui, en coopération avec les autres services concernés du Secrétariat, selon qu'il conviendra;

f) Déciderait de consacrer deux journées de séances plénières de sa soixante-septième session, les 10 et 11 décembre 2012, à l'examen de la question intitulée « Les océans et le droit de la mer » et à la célébration du trentième anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention sur le droit de la mer, en rendant un hommage particulier à Arvid Pardo, Ambassadeur de Malte, pour le rôle décisif qu'il a joué et spécialement pour le discours visionnaire prononcé devant elle le 1^{er} novembre 1967, qui devait conduire à l'adoption de la Convention, et inviterait les États Membres et les observateurs à se faire représenter au plus haut niveau possible.

¹ Du 9 au 20 avril 2012 et du 30 juillet au 10 août 2012.

II. Rapport entre le projet de résolution et le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013

3. Les activités dont il est fait état aux paragraphes 63 et 64 du projet de résolution A/66/L.21 concernent le sous-programme 4 (Droit de la mer et affaires maritimes), du programme 6 (Affaires juridiques) et le programme 24 (Services de gestion et d'appui) du cadre stratégique de l'exercice 2012-2013 (A/65/6/Rev.1). Elles relèvent également des chapitres 8 (Affaires juridiques) [A/66/6 (Sect. 8 et Corr.1)] et 29D (Bureau des services centraux d'appui) [A/66/6 (Sect. 29D)] du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013. Elles n'entraîneraient pas de modifications du programme de travail.

4. Les dispositions des paragraphes 36, 66, 168, 208, 231 et 245 du projet de résolution A/66/L.21 concernent le programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et le programme 24 (Services communs d'appui) du cadre stratégique de l'exercice 2012-2013. Elles se rapportent également aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 29D (Bureau des services centraux d'appui) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013. Elles n'entraîneraient pas de modifications du programme de travail.

III. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

5. La Commission des limites du plateau continental, dont la création avait été prévue par la Convention sur le droit de la mer, est composée de 21 experts en géologie, géophysique ou hydrographie. Le paragraphe 5 de l'article 2 de l'annexe II à la Convention dispose que le « secrétariat de la Commission est assuré par les soins du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ». La Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques est le service administratif du Secrétariat chargé de fournir ces services à la Commission.

6. D'après les nouvelles dispositions introduites par la décision SPLOS/229 adoptée à la vingt et unième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, dont l'Assemblée générale doit prendre note au paragraphe 58 du projet de résolution A/66/L.21, il est demandé aux 21 membres de se réunir « à New York pendant un maximum de 26 semaines et un minimum de 21 semaines par an sur une période de cinq ans, ces semaines étant réparties de la manière que la Commission jugera la plus efficace et sans que deux sessions se suivent immédiatement », ce qui représenterait un accroissement considérable de la charge de travail de la Commission. Par exemple, si l'ensemble des 21 membres travaillaient 21 semaines à New York, cela représenterait 441 semaines de travail, soit une augmentation d'environ 250 % par rapport aux 172 semaines de travail de 2011, et, si l'ensemble des 21 membres travaillaient 26 semaines à New York, cela représenterait 546 semaines de travail, soit une augmentation d'environ 320 % par rapport aux 172 semaines de travail de 2011. On peut penser que les méthodes de travail de la Commission s'en trouveraient modifiées et donc que le nombre des demandes activement examinées au même moment augmenterait sensiblement. Compte tenu du volume et de la nature des informations et des données communiquées et de la complexité des services SIG connexes, cette modification

des méthodes de travail poserait de nouveaux problèmes considérables à la Division. En conséquence, même si une partie des besoins supplémentaires sera prise en charge par la Division au moyen des ressources existantes, il sera nécessaire de renforcer la capacité de la Division par l'ajout de trois nouveaux postes.

7. En ce qui concerne les dispositions des paragraphes 36, 66, 168, 208, 231 et 245, des services de conférence complets, dont des services de documentation, devraient être fournis sur demande pour les réunions prévues dans ces paragraphes.

IV. Estimation des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2012-2013

8. Pour l'exercice biennal 2012-2013, on prévoit que pour renforcer l'appui et l'assistance fournis à la Commission, la Division aura besoin de trois nouveaux postes pour étoffer ses capacités, à savoir : 1 spécialiste hors classe du Système d'information géographique (P-5), 1 juriste (P-4) et 1 assistant administratif et informatique [services généraux (Autres classes)]. On estime que les coûts liés au renforcement des effectifs de la Division, conformément aux paragraphes 63 et 64 du projet de résolution A/66/L.21, s'élèveront à 815 000 dollars au titre du chapitre 8 (Affaires juridiques) (537 000 dollars), du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) (192 100 dollars) et du chapitre 37 (Contributions du personnel) (86 700 dollars), qui seront compensés par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice 2012-2013.

9. Ces ressources permettraient de couvrir les frais en personnel supplémentaires ainsi que les dépenses de fonctionnement connexes liées aux locaux, aux communications par réseaux commerciaux, aux fournitures, aux meubles et à l'équipement. On trouvera dans l'annexe au présent document une description des fonctions des postes.

10. Aucune ressource supplémentaire ne sera nécessaire pour les services de conférence des réunions prévues aux paragraphes 36, 66, 168, 208, 231 et 245 du projet de résolution dans la mesure où toutes ces réunions figurent déjà dans le calendrier des conférences et des réunions.

V. Possibilité de financement au moyen des crédits ouverts pour l'exercice 2012-2013

11. Rien n'est prévu dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2012-2013 en rapport avec l'augmentation des activités mentionnée aux paragraphes 63 et 64 du projet de résolution A/66/L.21. En l'état actuel des choses, il n'est pas possible de trouver des activités dans les chapitres pertinents du projet de budget-programme 2012-2013 qui pourraient être interrompues, reportées, réduites ou modifiées durant l'exercice biennal. Il serait donc nécessaire de prévoir des ressources supplémentaires au moyen d'une nouvelle ouverture de crédits.

VI. Fonds de réserve

12. On rappellera que, conformément à la procédure établie par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211, un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal afin de financer les dépenses supplémentaires engendrées par des activités prescrites par les organes délibérants qui ne sont pas prévues dans le budget-programme proposé ou approuvé. Selon cette procédure, si les dépenses supplémentaires proposées dépassent les ressources disponibles dans le fonds de réserve, les activités concernées ne peuvent être exécutées que si les ressources affectées à des domaines faiblement prioritaires sont redéployées ou si les activités en cours sont modifiées. À défaut, ces activités supplémentaires devront être reportées à un exercice biennal ultérieur.

VII. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre

13. En conséquence, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/66/L.21, cela entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant brut de 815 800 dollars (montant net : 729 100 dollars) au titre des chapitres 8 (Affaires juridiques) (537 000 dollars), 29D (Bureau des services centraux d'appui) (192 100 dollars) et 37 (Contributions du personnel) (86 700 dollars), qui seront compensées par l'inscription d'un montant identique au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice 2012-2013. Ce montant serait imputé sur le fonds de réserve.

Annexe

Fonctions attachées aux postes qu'il est proposé de créer pour la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques

Spécialiste hors classe des systèmes d'information géographique (P-5)

1. Le spécialiste hors classe des systèmes d'information géographique (SIG) jouera un rôle essentiel consistant à veiller à ce que l'analyse des demandes soumises à la Commission des limites du plateau continental présente la précision et l'exhaustivité voulues pour que la préparation des recommandations soit efficiente et efficace. Le spécialiste hors classe des SIG s'acquittera des fonctions suivantes :

- a) Assurer la gestion et l'administration générales de l'équipe SIG :
 - i) Diriger et gérer l'équipe de spécialistes des SIG; participer au recrutement et à la sélection de nouveaux spécialistes; élaborer des programmes de formation; planifier et répartir les tâches; et suivre, orienter et évaluer les spécialistes;
 - ii) Gérer le traitement des demandes soumises à la Commission; superviser le stockage et le traitement des documents joints aux demandes, y compris les documents confidentiels et les données SIG et leur archivage, et gérer les flux de travail correspondants;
 - iii) Élaborer et mettre au point une stratégie pour la conception et la mise en œuvre des systèmes d'information géographique de la Division et les superviser, en vue de mieux répondre aux besoins de la Commission;
 - iv) Fournir des conseils techniques et pratiques autorisés au Directeur sur l'élaboration des SIG de la Division, consistant notamment à identifier les futurs besoins et à les prendre en compte dans la planification, en s'attachant particulièrement à l'élaboration et à la diffusion des meilleures pratiques;
 - v) Élaborer des normes, procédures et pratiques garantissant la stabilité et l'efficacité de l'environnement propre aux SIG;
 - vi) Préparer les dossiers d'appel d'offres et rédiger les contrats; superviser, coordonner et négocier les services de gestion et d'exploitation des SIG;
 - vii) Établir le budget, le programme de travail et les prévisions de dépenses relatifs à la gestion de l'information géographique et en suivre l'exécution;
- b) Assurer le service de la Commission des limites du plateau continental :
 - i) Procéder à la préparation et à l'analyse préalables des demandes ainsi qu'à la synthèse des informations postérieures à l'analyse pour permettre aux sous-commissions de reprendre leurs travaux dans les meilleurs délais;
 - ii) Déterminer les aspects techniques des demandes exigeant une attention particulière de la part de la Commission compte tenu de ses pratiques habituelles, y compris ses décisions et recommandations antérieures;
 - iii) À la demande de la Commission, fournir des renseignements sur une variété de sujets scientifiques pour les travaux scientifiques ou les données acquises les plus récents;

- iv) Assurer un accès rapide à toute information ou donnée supplémentaires pouvant s'avérer nécessaire;
- v) Élaborer et gérer une base des données acquises qui soit normalisée et facilement accessible;
- c) S'acquitter d'autres tâches et responsabilités, selon les besoins :
 - i) Participer à l'exercice des fonctions de dépositaire du Secrétaire général conformément aux dispositions de la Convention relatives au dépôt des cartes et à la publicité à leur donner; suivre et analyser les pratiques des États et la jurisprudence internationale;
 - ii) Aider les États à mettre en œuvre la Convention et les Accords relatifs à son application en ce qui concerne les lignes de base, le tracé des limites extérieures de leurs zones maritimes, y compris celles du plateau continental et la délimitation des frontières maritimes;
 - iii) Participer au service de nombreuses réunions intergouvernementales;
 - iv) Participer à la préparation et à l'exécution des produits et des projets conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale, notamment dans le domaine du renforcement des capacités.

Juriste (P-4)

2. Le juriste devra veiller à ce qu'un appui relatif aux procédures et à l'organisation soit fourni aux sous-commissions, notamment en assumant les tâches suivantes :

- a) Élaborer les notifications des dates d'ouverture des sessions, l'ordre du jour provisoire; prendre les dispositions nécessaires pour les sessions de la Commission et les réunions de ses sous-commissions et des autres organes subsidiaires; élaborer les avis de réception des demandes et la publication des limites extérieures qui y sont proposées;
- b) Faire circuler les propositions faites par les membres de la Commission pendant les débats;
- c) Transmettre aux États côtiers les notifications de la Commission les informant de la date à laquelle leur demande sera examinée en premier lieu, les communications entre les sous-commissions et les États côtiers (et leur traduction, le cas échéant), et les notifications des calendriers préliminaires de la Commission aux délégations d'États côtiers;
- d) Organiser les consultations entre les sous-commissions et les délégations d'États côtiers et faire traduire, le cas échéant, les demandes formulées dans une langue autre que l'anglais;
- e) Enregistrer les demandes;
- f) Fournir à la Commission une assistance relative au respect de ses règles de confidentialité;
- g) Prendre les mesures nécessaires au renvoi des documents confidentiels aux États côtiers, à la conservation des recommandations, à leur traduction, le cas échéant, et à la transmission des recommandations de la sous-commission au Président de la Commission;

- h) Élaborer les documents nécessaires pour donner la publicité qu'il convient aux limites extérieures et aux recommandations de la Commission (ou à un résumé de celles-ci) au moyen de notifications zone maritime et sur le site Web de la Division;
- i) Participer à l'organisation des informations déposées concernant les limites extérieures du plateau continental;
- j) Participer à l'organisation des informations déposées concernant les délimitations, le cas échéant;
- k) Fournir aux États qui le demandent une aide portant sur le renforcement des capacités en relation avec l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier la préparation des demandes;
- l) Participer au service de nombreuses réunions intergouvernementales.

Assistant administratif chargé de l'informatique [agent des services généraux (Autres classes)]

3. L'assistant administratif chargé de l'informatique s'acquittera des tâches suivantes :

- a) Entreprendre des recherches de base sur les questions dont il est chargé, en utilisant les dossiers existants ainsi que d'autres sources d'information (par exemple, recherches informatiques sur l'Intranet, Internet ou des bases de données diverses);
- b) Fournir des services d'appui généraux; traiter, rédiger, éditer, relire et finaliser en vue de leur signature et de leur approbation différents types de lettre et de communication, dont des documents juridiques spécialisés; fixer des rendez-vous et des réunions; et veiller au respect des délais;
- c) S'assurer que la correspondance et les autres documents sont correctement classés, enregistrés et suivis, selon que de besoin, dans le système numérique de gestion de l'information;
- d) Aider à la gestion d'un corpus de dossiers de référence, aussi bien sous format papier qu'électronique, pour que les informations importantes puissent être retrouvées rapidement;
- e) Aider au service des réunions;
- f) Tenir les licences des logiciels à jour;
- g) Veiller à la bonne installation et à la mise à jour des logiciels;
- h) Veiller à ce que les mesures de sécurité des réseaux soient en place, conformément aux modalités définies par le superviseur, en tenant compte des exigences propres à la Commission;
- i) Fournir un appui informatique aux membres de la Commission;
- j) S'assurer, en collaboration avec le Bureau de l'informatique et des communications, que le serveur hébergeant les demandes fonctionne en continu.